



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات

المجلة اليومية

لأهم ما ورد في الصحف الوطنية

2021-09-08

## خلال افتتاح المجلس الوطني للحزب الأفاس يرفع للمشاركة في محليات 2021

أسماء . ب

المجلس، ستكون فرصة لنيل مجال أوسع على السلطة المحلية في المجالس البلدية والولاية من أجل منع عملاء السلطة ورجال الأعمال المتلاعبين بالأموال العامة والمغامرين من نسف الفضاء الديمقراطي الوحيد المتاح للأوساط الشعبية، رغم محدوديتها والعقبات الكثيرة.

بالمقابل، كشف الأفاس عن تنظيم ندوة اقتصادية واجتماعية قصد تجسيد تشخيص وتمحيص معمق لنتائج تسلسل الأزمات المتعددة التي عرفتها البلاد مؤخرا، كما ستكون فرصة لاقتراح حلول استعمالية قصد تسوية هذه الوضعية بأقل التكاليف والأضرار، بالإضافة إلى توقيع اتفاقية وطنية تكون فرصة مناسبة - حسب بلحسل - لانخراط جميع القوى الحية الوطنية في إطار تحقيق أرضية توافقية تعمل على تجسيد دولة القانون ودولة اجتماعية.

للإشارة، فإن جبهة القوى الاشتراكية التي سبق لها أن قاطعت الاستحقاقات السياسية الماضية لمدة قاربت 5 سنوات تحاول هذه المرة العودة من جديد، عبر تبني خطاب وطني ومعتدل نوعا ما، خاصة وأن مواقفها الأخيرة من الأحداث الأخيرة صبت في هذا الاتجاه خاصة بعد التديد وتجزيم حركة "المالكا".

أكد السكرتير الأول لجبهة القوى الاشتراكية، يوسف أوشيش، عزمهم على المشاركة في الانتخابات المحلية المقبلة بعد مقاطعتهم للتشريعات الماضية وقبلها استفتاء تعديل الدستور، مشيرا أنها فرصة لتعزيز تجربتهم في دعم الفضاء الديمقراطي الشعبي.

وقال أوشيش، في كلمة له على هامش افتتاح اجتماع المجلس الوطني للأفاس، أمس، إن حزبهم يطمح إلى جعل عهده الانتخابية وسياساته وبرامجه الإدارية نماذج للحكم الرشيد والكفاءة والمصداقية والنزاهة الأخلاقية والفكرية كما كان الحال من خلال كل مشاركاتهم السابقة في الانتخابات المحلية.

وهو نفس التوجه، الذي رافع من أجله عضو الهيئة الرئاسية لجبهة القوى الاشتراكية حكيم بلحسل، الذي يرى أن فشل الدولة في تسيير الأزمات - حسب - لا ينبغي أن يزيد حدة غياب حزب سياسي يتمتع بمصداقية لا تشوبها شائبة ورصيد سياسي من ذهب منذ تأسيسه سنة 1963.

وقال بلحسل إن مسار المشاركة في الانتخابات المحلية التي ينتظر أن يصوت لها جهتنا أعضاء

## IL L'A CONFIRMÉ LORS DE SA DERNIÈRE RÉUNION DE SON COMITÉ CENTRAL

# Le PT participera aux locales

CELUI qui connaît le Parti des travailleurs et ses positions par rapport à la souveraineté nationale et la défense de la nation, comprendra que ce parti est en osmose avec sa ligne politique et idéologique qui l'encadre et l'oriente.

■ HOCINE NEFFAH

Le Parti des travailleurs (PT) casse avec la position de boycott des élections et revient à l'idée de la participation aux joutes électorales après son absence aux présidentielle et législatives anticipées.

C'est une décision que les observateurs de la scène politique n'attendaient pas au vu des prises de position précédentes où la secrétaire générale du PT, Louisa Hanoune en l'occurrence, avait opté pour une démarche aux antipodes du processus politique en cours depuis le départ du président déchu.

Le Parti des travailleurs a énuméré les raisons qui ont motivé ce changement de position en précisant que « A la suite de la discussion générale et dans ce cadre, le comité central a ouvert le débat sur la convocation du corps électoral pour les élections locales.

Un débat sérieux, profond, responsa-

ble et serein s'en est suivi, tenant compte de la dangerosité de la situation générale, des priorités et souffrances de la majorité du peuple. Mais aussi de la fermeture et la répression politiques en voie de durcissement à travers des projets de textes législatifs qui sont soumis à l'APN, qui légalisent la régression sur le terrain des libertés fondamentales », précise-t-on. Celui qui connaît le Parti des travailleurs et ses positions par rapport à la souveraineté nationale et la défense de la nation comprendra que ce parti est en osmose avec sa ligne politique et idéologique qui l'encadre et l'oriente. À ce propos, le comité central a entériné la décision de la participation aux élections locales prochaines en soulignant que « le comité central considère que le cours politique, économique et social régressif, pose la nécessité vitale que s'organisent la résistance et la mobilisation des travailleurs, jeunes et larges couches en défense des acquis et réalisations de l'indépendance nationale, contre



Louisa Hanoune

les menacés de liquidation et donc en défense de la nation.

Le comité central a constaté à la fin de ses travaux que jamais discussion autour de la participation ou non à un scrutin n'a pris une telle forme, traduisant la complexité de la situation », mentionne-t-on. Les raisons avancées par le PT font paraître la relation intrinsèque entre le parti en tant qu'instrument politique et la défense de la nation. Dans ce registre, le PT a justifié cette position en précisant que « bien évidemment, les intérêts du Parti étaient aussi au centre des débats en rapport avec le rétrécissement étouffant du champ de l'expression politique et médiatique, de l'exercice de la politique, des menaces qui pèsent sur le multipartisme combinées avec la responsabilité du parti quant à l'aide politique qu'il doit apporter à la majorité dans sa mobilisation en défense des conditions de sa survie et donc les bases matérielles de la nation », souligne-t-on.

H.N.

## ÉLECTIONS LOCALES

# Le FFS favorable à une participation

**LE FRONT** des Forces Socialistes (FFS) a fait part de son intention de participer à prochaines élections locales anticipées du 27 novembre prochain arguant qu'elles représentent « une opportunité pour prendre le pouvoir local ». C'est ce qu'a indiqué hier, dans un communiqué publié sur sa page Facebook, à l'occasion d'une réunion extraordinaire le même jour du conseil national du parti.

Selon le FFS qui a boycotté les élections législatives et le référendum constitutionnel, jugeant que ces élections « remettaient en cause les aspirations « légitimes de la révolution populaire du 22 Février 2019, les prochaines élections locales devraient être pour nous « une opportunité pour prendre le pouvoir local », afin d'empêcher « les clientèles du pouvoir, et les affairistes de torpiller le seul espace

démocratique, malgré ses limites et les entraves, qui s'offre aux populations ». Pour la direction du FFS, le parti devra aborder les élections locales anticipées, prévues pour le 27 novembre « avec lucidité, responsabilité et sens inouï de patriotisme », a estimé le plus vieux parti d'opposition ajoutant qu'« il sera d'abord question de faire un diagnostic sans concession sur nos différentes participations, recenser objectivement nos apports, nos atouts et nos manquements ».

Le parti socialiste a aussi indiqué que « ce travail pédagogique et éthique que nous devons imposer à nous même, devra se faire en adéquation avec une réalité politique nationale en effervescence et en prenant en considération notre rôle majeur envers la nation toute entière et envers nos bastions historiques qui sont malmenés par

des calculs souterrains et inavoués des apprentis sorciers aux ordres ».

Selon le FFS, « l'absence de l'État et ses manquements grossiers et abjects envers le peuple algérien ne devrait pas être accentuée par l'absence d'un parti politique qui bénéficie d'une crédibilité irréprochable et d'un capital politique et pédagogique frappé en lettres d'or dans son parcours depuis sa proclamation un certain 29 Septembre 1963 ».

Le FFS a également rappelé que « comme en 2002, comme en 2005 et à travers toutes ses participations aux élections locales, le FFS aspirait à faire de ses mandats électoraux, ses politiques et programmes de gestion, des modèles de bonne gouvernance, de compétence, de crédibilité et de probité morale et intellectuelle ».

Le FFS a indiqué, dans le même communiqué, que, « les discussions qui animeront les travaux de cette session extraordinaire, devront être attentives à ces attentes et disposées à trouver des réponses responsables et lucides aux urgences du moment ».

La direction du FFS espère que « cette réunion déclinera, à son terme, des recommandations et des décisions historiques et patriotiques qui raviveront les espoirs meurtris du peuple algérien ».

Le plus vieux parti d'opposition avait tourné le dos aux élections législatives du 12 juin dernier sur pression de la base. La majorité des sections du parti avaient exprimé un rejet catégorique de la participation au scrutin dont le taux de participation a été de 22.99%, selon les chiffres officiels.

**S. Ould Brahim**

● **ÉLECTIONS LOCALES**

# Pourquoi y participer ?

Par Maâmar Farah

Il y a longtemps de cela, notre professeur de philosophie nous avait donné une surprenante définition de l'intelligence. Ce serait, selon lui, la « faculté d'adaptation ». Il prenait exemple sur l'un des tous premiers robots qui venait de réussir à reconnaître les obstacles et à s'en éloigner. Cet androïde s'adaptait ainsi au milieu environnant et réussissait à survivre alors qu'auparavant, il se fracassait contre les murs. Évidemment, cette faculté paraît aujourd'hui insignifiante puisque les robots ont fait du chemin depuis, et que l'in-

telligence est même devenue artificielle ! Quel rapport avec la politique ? Dans cette Algérie où le pouvoir n'arrive pas à rassembler toutes les forces politiques dans son processus électoral et où l'opposition démocratique et progressiste se trouve coincée par l'automne d'un Hirak éprouvant les pires difficultés à rebondir et qui continue à s'étioler, l'intelligence serait de chercher des points de rencontre, des passerelles qui permettraient aux uns et aux autres de dépasser cette situation conflictuelle qui ne sert personne.

(Suite en page 5)

**ÉLECTIONS LOCALES**

# Pourquoi y participer ?

Par Maâmar Farah

*Suite de la page Une*

**A**ssurément, le rôle d'un parti n'est pas de passer son temps à privilégier les sorties hebdomadaires pour rappeler des exigences qui sont maintenant totalement irréalisables. Le réalisme doit primer. Il n'est pas possible de changer un système qui est tout simplement celui de l'Algérie indépendante. L'autre système est celui de la colonisation française. Et, en remontant à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, on tombe sur le système colonial ottoman, etc. Chaque pays a son système et, à moins d'une révolution violente ou d'une action militaire d'envergure, ce système ne change pas du jour au lendemain. On peut le réformer, l'améliorer, le démocratiser mais demander son départ par une totale mise à plat, pour se retrouver comme en 1962, est de la politique fiction.

Le rôle d'un parti est de chercher à gouverner à tous les échelons pour tenter d'appliquer son programme. Cela va du niveau local au niveau national. Les prochaines élections communales et de wilaya sont une opportunité unique pour revenir dans la vie politique et quitter une semi-clandestinité fort regrettable d'autant plus qu'elle touche des mouvements ayant beaucoup donné à la jeune démocratie naissante. Les conditions favorables l'emportent sur le côté défavorable et les avantages d'une participation sont nombreux.

Outre le retour de ces partis par la grande porte, il s'agira pour certains de réoccuper leur place légitime au sein d'assemblées locales qu'elles n'auraient dû jamais quitter. La représentation des populations au niveau de base est un bon moyen de garder le contact avec les électeurs et d'engager des programmes en faveur de ces mêmes électeurs, ce dont ils se souviendront lors des consultations nationales. C'est, enfin, déjouer la censure et parler librement lors de la campagne électorale et plus si affinités.

C'est aussi une bonne opportunité pour les Hirakistes intransigeants qui tiennent à leurs revendications : ils peuvent en réaliser quelques-unes en tentant de s'accaparer des assemblées locales. Ils peuvent s'engager en tant qu'indépendants et tester ainsi la bonne volonté du pouvoir.

Le pouvoir, quant à lui, pourrait mettre du sien afin d'apaiser la situation en libérant certains prisonniers et en ouvrant l'audiovisuel public à ces mouvements afin de les rassurer et de leur prouver qu'ils seront traités comme les partis majoritaires.

Le vieux parti d'opposition l'a compris. Le FFS a saisi l'opportunité des prochaines élections qui constitueront un tremplin pour rebondir dans une scène politique à conquérir avec l'effritement de l'ancienne coalition et l'absence d'un parti fort. Le FFS a compris que l'intelligence est de s'adapter à toutes les situations et d'en tirer profit. Profit pour le parti et pour la sécurité et l'unité du pays. Ceux qui attendent les conditions idéales attendront... Godot !

M. F.

## LA DÉCISION PRISE HIER PAR SON CONSEIL NATIONAL

## Le FFS ira aux élections

La décision n'a pas été difficile à entériner : le Front des forces socialistes (FFS) a décidé, hier, à une large majorité, de prendre part aux prochaines élections locales fixées au 27 novembre prochain. Dans cette optique, une commission nationale de choix des candidatures devait être mise en place à l'issue de la session extraordinaire du conseil qui s'est tenu hier à Alger, a-t-on appris de bonne source. Il faut dire que cette décision, dans l'air depuis quelque temps, n'est pas une surprise dans la mesure où les élections locales ont de tout temps constitué un choix stratégique pour le plus vieux parti d'opposition, comme l'a expressément affirmé en juin dernier le premier secrétaire, Youcef Aouchiche, lors de la conférence des élus à Souk El-Tenine (Béjaïa). Même s'il est conscient des limites du pouvoir local, en raison d'une législation et d'une administration étouffante qui ligotent l'action des élus, le FFS a toujours réitéré qu'il n'est pas prêt à céder les assemblées locales "aux prédateurs et autres clientèles du pouvoir". Déjà peu avant l'ouverture du débat sur la question, hier, l'instance présidentielle a ouvertement plaidé en faveur de la participation. "Au sujet des élections locales anticipées, prévues pour le 27 novembre prochain, notre parti devra aborder cette question avec lucidité, responsabilité et sens inouï de patriotisme. Il sera d'abord question de faire un diagnostic sans concession sur nos différentes participations, recenser objectivement nos apports, nos atouts et nos manquements", a affirmé Hakim Belahcel membre de cette instance dans une contribution au débat. "Ce travail pédagogique et éthique que nous devons nous imposer, devra se faire en adéquation avec une réalité politique nationale en effervescence et

*en prenant en considération notre rôle majeur envers la nation tout entière et envers nos bastions historiques qui sont malmenés par des calculs souterrains et inavoués des apprentis sorciers aux ordres", a-t-il dit. Plus explicite encore, le FFS rappelle, qu'au regard du contexte marqué par la "persistance d'un immobilisme mortifère du pouvoir face à la dégradation de la situation à tous les niveaux et dans quasiment tous les secteurs", il n'est pas disposé à laisser la population, éprouvée par nombre de tragédies et de crises, à son triste sort. "L'absence de l'État et ses manquements grossiers et abjects envers le peuple algérien ne devrait pas être accentuée par l'absence d'un parti politique qui bénéficie d'une crédibilité irréprochable et d'un capital politique et pédagogique frappé en lettres d'or dans son parcours depuis sa proclamation un certain 29 septembre 1963", soutient Belahcel. Autre argument : "Si nous avions eu raison de rejeter les élections législatives et le référendum constitutionnel car ils remettaient en cause les aspirations légitimes de la révolution populaire du 22 Février 2019, les prochaines élections locales devraient être pour nous une opportunité pour prendre le pouvoir local, dans les APC et les APW, afin d'empêcher les clientèles du pouvoir et les affairistes de torpiller le seul espace démocratique, malgré ses limites et les entraves, qui s'offre aux populations." Plus que jamais attaché à une solution politique, plaidant pour un dialogue "inclusif", le FFS qui n'a pas manqué de dénoncer la faillite de la gouvernance et "certains cercles occultes" qui veulent remettre en cause les acquis démocratiques, réitère son engagement pour l'événement d'une solution démocratique.*

KARIM K.